

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 13 avril 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2023

Partie nominative

Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée

Quai Ouest - 39 bd de Verdun - CS30567
34536 Béziers

Affaire suivie par : REYNAUD Christophe
Téléphone : 04 34 46 63 52
Courriel : christophe.reynaud@developpement-durable.gouv.fr
Références : UD34/H2/2023/038
Code AIOT : 0006601565
Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (UD34/H2/2023/041)

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09/02/2023 de l'établissement Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée implanté ZAE de Mercoré Route de Bédarieux 34500 Béziers. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- REYNAUD Christophe, Unité Départementale Hérault, Subdivision H2, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Stéphane GACHON, directeur (CABM)
Thierry PUJOL, chef de service (CABM)

Le courriel d'échange avec l'administration est : thierrypujol@beziers-agglo.org.

Vérificateur/ approbateur	Rédacteur
P/Le Directeur régional et par délégation La cheffe de l'unité départementale de l'Hérault	L'inspecteur de l'Environnement
Marie-Hélène Bouissac	Christophe REYNAUD
DATE : 13/04/2023	DATE : 07/03/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 09/02/2023 de l'établissement Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée implanté ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 Béziers, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Rapport d'incident /d'accident - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020 article : R.512-69 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Garanties financières - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/04/2022 article : article R516-1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Compostage - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008 article : {Non Renseigné} - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Rapport d'incident /d'accident - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020 article : R.512-69 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Garanties financières - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/04/2022 article : article R516-1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite